COLLECTIF CITOYEN
RÉUNION SOLIDARITÉ AMBITION (RSA)

ccrsa974@gmail.com

ÉDITORIAL

« Lutter contre la corruption et rétablir l'éthique en politique »

Depuis 2019, le collectif citoyen **Réunion Solidarité Ambition (RSA)**, œuvre pour l'élaboration d'une **charte anti-corruption**, et pour sa mise en place et son application au plan départemental et, par la suite, au plan national, en collaboration avec Monsieur **Bachil VALY**, maire de l'Entre-Deux (97.4), représentant local de **La République en Marche (LREM)**, que nous avons rencontré.

Ce document s'inspire de la charte de l'association **ANTICOR**, fondée en juin 2002 pour « **lutter contre la corruption et rétablir l'éthique en politique** », et dont l'agrément a été renouvelé le 02 avril 2021 par le premier Ministre, Monsieur **Jean CASTEX**, pour une durée de 3 ans.

Le Collectif Citoyen R.S.A. a rencontré pareillement, le représentant d'**ANTICOR** à la Réunion, Monsieur **Jean-Émile de BOLLIVIER**. Celui-ci nous a assuré de son soutien et de son souhait de travailler avec nous, en vue de poursuivre la lutte contre la corruption et de faire respecter par les élus locaux, les principes d'éthique, de dignité, de transparence, de probité et d'intérêt général, socles fondamentaux de la **Démocratie** et de la **République**.

Le collectif citoyen **Réunion Solidarité Ambition (RSA)** est constitué de membres originaires de toute l'île, issus de milieux économiques et sociaux très divers. Son action est soutenue par un nombre croissant de collectifs citoyens et d'associations implantés dans toutes les communes de l'île.

Il est représenté par son porte-parole, **Laurent BELLON**, président également l'Association des Motards de l'Ouest, « gilet jaune » condamné et en sursis pour deux ans encore (interdit de rassemblement et de manifestation), représentant d'une délégation de « gilets jaunes », et qui souhaite désormais, la mise en place de réunions de travail **protocolaires**, **administratives** et **pacifiques**.

Le Collectif Citoyen **Réunion Solidarité Ambition (RSA)** a rencontré la majorité des élus locaux, ainsi que les représentants des principales instances, et a obtenu leur accord de principe sur la signature d'une **charte anti-corruption** reprenant une liste de 10 engagements.

Rédigée à l'origine à destination des maires et élus municipaux, le Collectif Citoyen **Réunion Solidarité Ambition (RSA)** considère aujourd'hui que cette charte doit être étendue à l'ensemble des élus : députés et sénateurs, présidents et membres des conseils régional et départemental, présidents et membres des chambres consulaires. Elle pourra également être soumise à la signature des dirigeants ou responsables locaux des mouvements ou parties politiques, ainsi qu'à tout candidat à un mandat électoral.

L'objectif est de proposer un document s'inspirant de la charte d'**ANTICOR**, mais tenant compte des spécificités des Outre-mer, telles que **la protection et la sauvegarde de l'identité créole**, **la revalorisation et la préservation de la mémoire de notre patrimoine culturel,** et **la préférence régionale** à diplôme et compétence égaux.

L'ambition de ce projet est de faire de l'île de La Réunion, le département pilote et précurseur. La transparence et l'intérêt général sont les deux « mots d'ordre » du Collectif Citoyen **Réunion Solidarité Ambition (RSA)**.

Pour rappel :

- La réunion est le **3ème département le plus corrompu** des 101 département français,
- **39 %** des réunionnais vivent en dessous du seuil de pauvreté,
- Le taux de chômage est de 24 %. Le taux de chômage des jeunes est proche de **40%**,
- La Réunion est le département français où **les loyers sont les plus chers**,
- La Réunion détient **un taux d'abstention record** lors des dernières élections, ce qui tend à prouver la perte totale de confiance des citoyens à l'égard de la classe politique, laquelle, à leurs yeux, ne défend plus les valeurs de la République.

Le Collectif Citoyen **RSA** appelle aujourd'hui solennellement :

- le président de la République, Monsieur **Emmanuel MACRON**,
- le ministre des Outre-mer, Monsieur **Sébastien LECORNU**,
- le préfet de La Réunion, Monsieur **Jacques BILLANT**,
- les maires, députés et sénateurs de La Réunion,
- le représentant local de La République En Marche (LREM), Monsieur **Bachil VALY**,
- le président de l'Association des Maires de La Réunion (AMDR), Monsieur **Serge HOAREAU**,
- le président de la région, Monsieur **Didier ROBERT**,
- le président du Conseil départemental, Monsieur **Cyrille MELCHIOR**
- les présidents des Chambres de Commerce et d'Industrie (CCIR), des Métiers et de l'Artisanat (CMA) et d'Agriculture de La Réunion, Messieurs **Ibrahim PATEL**, **Bernard PICARDO** et **Frédéric VIENNE**,
- le procureur général près la Cour d'appel de La Réunion, Monsieur **Alain Chateauneuf**,
- le premier président de la Cour d'appel de La Réunion, Monsieur **Denis CHAUSSERIE-LAPRÉE**,
- le président du tribunal judiciaire de La Réunion, Monsieur **Bruno KARL**,
- le procureur de la République près le tribunal de grande instance de Saint-Denis (97.4), Monsieur **Éric TUFFÉRY**,
- la procureur de la République près le tribunal de grande instance de Saint-Pierre (97.4), Madame **Caroline GAUSSEN-CALBO**,

à une concertation pour la mise en place d'un débat et d'un planning de travail, avec l'ensemble élus et responsables politiques mentionnés plus haut, en vue de la rédaction de la version définitive cette charte anti-corruption.

Pour rappel encore :

Le Collectif Citoyen Réunion **RSA** a rencontré Madame **Caroline GAUSSEN-CALBO,** procureur de la République près le tribunal de grande instance de Saint-Pierre. Lors de cet entretien, celle-ci a déclaré : « **cette charte coule de source** »**.**

Lors de ses vœux dans le contexte de la crise des « gilets jaunes », le président de la République a déclaré : « **je souhaite voir l'émergence et la création des collectifs citoyens. Réunionnais, gérez vos politiques. Tout ne doit pas être décidé depuis Paris** ».

Madame **Huguette BELLO**, maire de Saint-Paul (97.4), berceau de l'histoire de La Réunion, a indiqué, lors de sa campagne électorale, que les deux phares de son action étaient « **l'éthique** » et « **la probité »**.

Le Collectif Citoyen **Réunion Solidarité Ambition (RSA)** est né sur cette commune et y est domicilié. Il a pris acte de cette déclaration et compte sur le soutien et l'exemplarité de Madame **BELLO**, pour l'élaboration, la signature et l'application de la **Charte Anti-corruption**.

_____

Le Collectif Citoyen **Réunion Solidarité Ambition (RSA)** dispose d'une plateforme interactive et alternative sur Facebook, à travers laquelle il travaille à fédérer les collectifs citoyens, les associations, les comités d'entreprises, et toutes personnes de toutes professions et origines, qui souhaitent œuvrer dans le même sens et adhérer à notre collectif.

Nos doléances seront à terme:

1- **L'application de la Charte Anti-corruption » au plan local et national,**
2- **La mise en place d'Assemblées Citoyennes,**
3- **La mise en place d'États Généraux, en commun et d'une manière constructive.**

Il ne s'agit pas de faire une révolution, mais de porter pacifiquement une évolution légitime, et de faire appliquer et respecter l'**Article 6 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789** :

« La loi est l'expression de la volonté générale. Tous les citoyens ont droit de concourir personnellement, ou par leurs représentants, à sa formation. Elle doit être la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse. Tous les citoyens étant égaux à ses yeux sont également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, selon leur capacité, et sans autre distinction que celle de leurs vertus et de leurs talents ».

_____